

Plan de Sortie de l'UE et de l'euro - **version 1.1**

réalisé par le collectif Citoyens Souverains

*Avertissement: ce document n'a pas été réalisé par les instances dirigeantes de La France Insoumise, mais par des militants insoumis de base, et donc son contenu n'engage en rien LFI. Par ce travail nous avons souhaité **clarifier** et **enrichir** les propositions du programme L'Avenir en Commun, et préparer la population pour les différents scénarios possibles en cas de prise du pouvoir, pour nous libérer des traités de l'UE. Il constitue une base de travail ouverte à la discussion et aux amendements. **Pour toute proposition de modification ou pour participer aux discussions, nous contacter à citoyenssouverains@gmail.com***

Sommaire

Introduction: Pourquoi préparer un Plan de Sortie ?

1) Phase 1: Ne plus se soumettre et proposer une alternative

1.1 Désobéir aux traités pour appliquer notre programme

1.2 Nos propositions: pour la souveraineté des peuples

1.3 Peut-on réellement changer l'UE?

2) Phase 2: Appliquer notre Plan de Sortie

2.1 **Sortir juridiquement des traités**

2.2 Sortir de l'euro pour contrôler notre monnaie

2.3 Sortir du libre-échange par un protectionnisme écologique et social

2.4 Cesser le paiement de la dette aux marchés financiers

3) Phase 3: Coopérer entre Peuples Souverains

3.1 Sortie groupée ou sortie isolée ?

3.2 Une diplomatie internationaliste et libérée de l'OTAN

3.3 La France doit montrer l'exemple!

4) Calendrier récapitulatif

Introduction: Pourquoi préparer un Plan de Sortie?

L'Union Européenne, une camisole de force créée par les oligarchies pour mettre à genoux les peuples

Rappelons tout d'abord ce qu'est l'Union Européenne. L'UE n'est rien d'autre qu'un ensemble de traités¹ qui ordonnent notamment: la libre circulation des marchandises² et des capitaux³, la privatisation des entreprises de services⁴ y compris les services publics⁵, une monnaie unique ayant pour objectif la stabilité des prix⁶, l'obligation pour les États de s'endetter auprès des marchés financiers⁷, et une politique étrangère inféodée aux États-Unis et à l'OTAN⁸. Toutes ces normes libérales, encore renforcées par la récente signature du CETA⁹, constituent une machine de guerre contre notre système social. Précisons enfin que plusieurs accords qui paraissent liés à l'UE en sont en réalité distincts, comme par exemple ceux relatifs à la Cour Européenne des Droits de l'Homme ou à l'espace Schengen qui comprennent plusieurs pays non-membres de l'UE.

Ces traités ont des effets très concrets sur nos vies quotidiennes : c'est la baisse du pouvoir d'achat; ce sont des écoles et des hôpitaux fermés ; c'est la concentration des industries dans des pays à bas coût salarial ce qui entraîne le chômage ; c'est la hausse du nombre de suicides, notamment en Grèce¹⁰. Tout ceci existe à cause des contraintes imposées par les traités de l'UE. Rouvrir des hôpitaux et des écoles nécessite déjà de refuser les critères d'austérité et donc de dénoncer ces traités.

Une première clarification s'impose: les dirigeants européens n'ont pas attendu l'UE pour appliquer ces politiques libérales. Mais **ces traités donnent aux politiques libérales force de norme juridique supérieure aux lois nationales** devant s'imposer à tous les gouvernements futurs, au lieu d'être un choix politique pouvant être modifié. Il est donc nécessaire d'en sortir, même si ce n'est pas suffisant.

Une deuxième clarification doit être faite: il arrive aux gouvernements actuels de l'UE de ne pas respecter certaines normes (par exemple le déficit de 3%) sans pour autant qu'ils soient sanctionnés. En effet, le processus de sanction est assez complexe (article 7 du TUE), et les institutions européennes se montrent souples avec les gouvernements libéraux. En revanche dans le cas où des politiques anti-libérales seraient mises en oeuvre, il ne faut pas se leurrer: les sanctions seraient décidées rapidement et nous aurions contre nous toutes les forces de l'argent ainsi que leurs institutions.

1 Le Traité sur l'Union Européenne (TUE) https://fr.wikisource.org/wiki/Traité_sur_l'Union_européenne et le Traité de Fonctionnement de l'UE (TFUE): https://fr.wikisource.org/wiki/Traité_sur_le_fonctionnement_de_l'Union_européenne

2 Article 28 du TFUE "L'Union comprend une union douanière qui s'étend à l'ensemble des échanges de marchandises et qui comporte l'interdiction, entre les États membres, des droits de douane à l'importation et à l'exportation et de toutes taxes d'effet équivalent, ainsi que l'adoption d'un tarif douanier commun dans leurs relations avec les pays tiers."

3 Article 63 du TFUE "Dans le cadre des dispositions du présent chapitre, toutes les restrictions aux mouvements de capitaux entre les États membres et entre les États membres et les pays tiers sont interdites."

4 Article 58 du TFUE "Les États membres s'efforcent de procéder à la libéralisation des services au-delà de la mesure qui est obligatoire en vertu des directives arrêtées en application de l'article 59, paragraphe 1"

5 Article 106 du TFUE "Les entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ou présentant le caractère d'un monopole fiscal sont soumises aux règles des traités, notamment aux règles de concurrence"

6 Article 119 du TFUE: Parallèlement, dans les conditions et selon les procédures prévues par les traités, cette action comporte une monnaie unique, l'euro, ainsi que la définition et la conduite d'une politique monétaire et d'une politique de change uniques dont l'objectif principal est de maintenir la stabilité des prix et, sans préjudice de cet objectif, de soutenir les politiques économiques générales dans l'Union, conformément au principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre.

7 Article 123 du TFUE: "Il est interdit à la Banque centrale européenne et aux banques centrales des États membres, ci-après dénommées « banques centrales nationales », d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions, organes ou organismes de l'Union, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publics des États membres ; l'acquisition directe, auprès d'eux, par la Banque centrale européenne ou les banques centrales nationales, des instruments de leur dette est également interdite."

8 Article 42 du TUE "La politique de l'Union au sens de la présente section n'affecte pas le caractère spécifique de la politique de sécurité et de défense de certains États membres, elle respecte les obligations découlant du traité de l'Atlantique Nord"

9 Nous invitons d'ailleurs le lecteur à signer la pétition pour un référendum sur le CETA:

<https://www.change.org/p/citoyens-ceta-un-referendum-s-impose>

10 <http://www.latribune.fr/actualites/economie/union-europeenne/20150203trib4aeb2b0cc/grece-les-suicides-ont-augmente-fortement-avec-l-austerite.html>

64

65 Au vu des verrous mis en place pour empêcher toute alternative, est-il réellement possible de
66 changer l'UE? Rappelons que la réécriture des traités est soumise au principe de la double
67 unanimité du conseil européen et des Parlements des États-membres (article 48 du TFUE), ce qui
68 donne une idée des chances réelles de réussite de l'initiative. D'ailleurs même dans l'optique de
69 négociations, l'existence d'un Plan de Sortie constitue la seule garantie solide d'être pris au
70 sérieux par les autres pays européens et d'avoir une chance d'enclencher des discussions.

71

72 D'où **la nécessité de préparer un Plan de Sortie anticipant tous les scénarios possibles**, avec
73 l'objectif de dédramatiser la sortie des traités qui ne représenterait ni une fin en soi ni l'apocalypse,
74 mais un choix rationnel afin de pouvoir appliquer notre programme. Nous sommes prêts à faire
75 face à tous les cas de figure, et même si nécessaire à déclencher le Plan de Sortie dès notre
76 arrivée au pouvoir. Plus fondamentalement, même dans l'optique où l'on voudrait proposer de
77 nouveaux traités, il nous semble indispensable de répondre à la question suivante: ne serait-il pas
78 nécessaire de **commencer par sortir de l'édifice actuel en restaurant la primauté du droit**
79 **national**¹¹?

80

81 Et pour ce faire, face à ce carcan institutionnel, la seule solution à la fois légale et ayant une
82 légitimité démocratique nous paraît être le **référendum afin de sortir immédiatement des traités**
83 sans qu'il soit nécessaire d'avoir recours à l'article 50 du TUE qui nous semble une voie sans
84 issue, trop longue et beaucoup trop dangereuse. C'est pourquoi, quelles que soient les
85 interrogations que nous pouvons avoir sur certains points, nous resterons engagés avec
86 détermination dans la mise en oeuvre de *l'Avenir en Commun* car il prévoit un tel référendum,
87 référendum auquel nous faisons le serment de voter quoi qu'il arrive pour la sortie de l'UE.

88

89 Dans ce livret, la sortie proprement dite se déclinera en trois axes: la sortie du libre-échange par
90 l'établissement d'un protectionnisme écologique et social aux frontières nationales, la sortie de
91 l'euro par la restauration du Franc, et la sortie des marchés financiers par la restauration du
92 contrôle des changes et par la suspension du paiement de la dette aux marchés financiers.

93

94 Une fois sortis de l'UE, nous proposerons un nouveau cadre de coopération entre peuples
95 souverains à tous les pays qui le souhaiteront, et au sein duquel la France montrera l'exemple en
96 annulant la dette des pays pauvres et en rendant la souveraineté monétaire aux pays du Franc
97 CFA.

11 Voir à ce sujet l'audition d'Aurélien Bernier et Coralie Delaume: <https://www.youtube.com/watch?v=OFrXp5x7pyE>

98 1) Phase 1: Ne plus se soumettre et proposer une alternative

99

100 La mise en oeuvre de notre Plan de Sortie implique une phase préalable de débat pendant
101 laquelle nous présenterons nos propositions: c'est la Phase 1, dont nous ne maîtrisons pas la
102 durée, **mais que nous ne laisserons pas pour autant perdurer au-delà de quelques mois**. Soit les
103 gouvernements et les marchés financiers nous attaqueront et nous contraindront à enclencher
104 immédiatement notre Plan de Sortie de manière anticipée, soit un temps de discussions d'une
105 durée raisonnable nous sera laissé.

106

107 Durant ce laps de temps, nous ferons un ensemble de propositions aux autres pays européens qui
108 selon nous peuvent se ranger en deux catégories: instaurer des normes écologiques et sociales,
109 et rendre aux pays des marges de manoeuvre démocratiques dans l'application des traités, qui
110 nous permettront de donner l'exemple en France avec notre politique sociale.

111

112 1.1 Désobéir aux traités pour appliquer notre programme

113

114 Dès l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement France Insoumise, des mesures d'urgence¹² seront
115 prises qui enfreindront les normes de l'UE, afin de donner l'exemple de ce que nous proposons à
116 l'échelle européenne: désobéissance aux règles budgétaires, investissement massif dans les
117 services publics qui seront renationalisés, sortie du CETA et premières mesures de contrôle des
118 capitaux et de taxation des produits étrangers issus de l'esclavage ou du travail des enfants¹³...

119

120 Par ailleurs, afin de peser dans le rapport de force, nous prendrons les mesures nécessaires afin
121 de nous donner la possibilité d'appliquer ultérieurement notre Plan de Sortie: recrutement de
122 douaniers afin de préparer un protectionnisme renforcé aux frontières nationales, rédaction d'une
123 loi Bancaire afin de rendre possible la récupération de notre souveraineté monétaire lorsque la
124 Banque de France sortira de la tutelle de la Banque Centrale Européenne, audit citoyen sur la
125 dette¹⁴ qui permettra de légitimer une future annulation partielle ou totale de celle-ci.

126

127 1.2 Nos propositions: pour la souveraineté des peuples

128

129 Nous avons plusieurs propositions¹⁵ à soumettre aux autres pays européens, qui ne sont que la
130 déclinaison de notre programme écologique et social: fin des politiques de libéralisation des
131 services publics, contrôle des capitaux et des marchandises aux frontières de l'UE, fin de
132 l'indépendance de la BCE¹⁶, ou encore un audit des dettes à l'échelle européenne.

133

134 Nous proposerons également une clause de non-régression sociale et environnementale: le droit
135 national s'appliquera par-dessus le droit de l'UE partout où il sera le plus avantageux pour les
136 citoyens, remettant ainsi la souveraineté des peuples au centre du jeu.

137

138 Notre idéal serait d'appliquer notre programme à l'échelle la plus large possible et d'obtenir une
139 harmonisation par le haut des conditions de vie, mais évidemment une telle harmonisation ne
140 pourrait être décidée que par les peuples souverains. En effet, notre objectif n'est pas d'imposer
141 notre politique aux autres peuples, ni de remplacer une "UE Allemande" par une "UE Française".
142 Nous souhaitons au contraire restaurer les souverainetés populaires bafouées par l'UE qui n'a pas
143 respecté les votes des peuples français et néerlandais en 2005.

144

145 1.3 Peut-on réellement changer l'UE?

146

147 Les mesures unilatérales que nous aurons mises en oeuvre déclencheront inmanquablement une

12 <https://laec.fr/section/49/prendre-les-mesures-immediates-et-unilaterales-de-sauvegarde-des-interets-de-la-nation-et-d-application-de-notre-projet>

13 <https://laec.fr/section/17/instaurer-un-protectionnisme-solidaire-pour-produire-en-france>

14 <https://laec.fr/section/35/refuser-le-chantage-a-la-dette-publique>

15 <https://laec.fr/section/51/plan-a-proposer-une-refondation-democratique-sociale-et-ecologique-des-traites-europeens-par-la-renegociation>

16 J. Généreux a néanmoins précisé qu'il était prêt à céder sur ce point, à la 33è minute:

http://www.lemonde.fr/europe/video/2017/04/19/comment-reformer-la-zone-euro_5113886_3214.html

148 réaction des marchés financiers, des institutions de l'UE et des autres gouvernements européens,
149 et provoqueront une crise économique majeure. Notre objectif est précisément de nous servir de
150 cette crise pour remettre l'Union Européenne en débat dans ses fondements mêmes, et de
151 montrer sa responsabilité dans la catastrophe écologique, sociale et démocratique actuelle.

152

153 Nous sommes prêts à faire face à tous les cas de figure, et même si nécessaire à déclencher le
154 Plan de Sortie dès notre arrivée au pouvoir. Il faut d'ailleurs être clair sur le fait que l'existence de
155 ce Plan constitue la seule garantie solide pour forcer les autres pays européens à enclencher des
156 négociations. Et si un temps de répit nous est laissé, nous le mettrons à profit afin de promouvoir
157 la mise en place d'un nouveau cadre de coopération entre peuples souverains, et de convaincre
158 d'autres pays de nous suivre dans la mise en place de ce cadre.

159

160 Cette première phase se conclura par un référendum qui permettra au peuple Français de se
161 prononcer souverainement entre la ratification du résultat des négociations, ou la décision
162 solennelle de sortir de l'UE et de l'euro.

2) Phase 2: Appliquer notre Plan de Sortie

Notons tout d'abord qu'en sortant, nous **recupérerons notre contribution financière nette qui s'élève autour de 8 milliards par an**, et qui pourront être investis dans les services publics ou dédiés à la solidarité internationale. En 2015, la France avait versé 22 milliards, dont 14 étaient revenus sous formes de subventions, principalement à nos agriculteurs dans le cadre de la PAC. Ce budget serait réaffecté en revoyant notamment les règles d'attribution de soutien aux agriculteurs, afin de favoriser les petites productions écologiques et paysannes¹⁷.

2.1 Sortir juridiquement des traités

Comme nous l'avons vu, il y a deux possibilités: soit nous sommes mis au ban de l'UE et contraints d'appliquer notre Plan de Sortie de manière anticipée afin de sauvegarder les intérêts vitaux de la Nation, soit nous avons le temps de mettre en œuvre un processus couronné par un référendum. Le collectif Citoyens Souverains considère **le référendum comme le moyen à la fois le plus démocratique et le plus protecteur au plan juridique** car toute mesure de rétorsion prendrait alors l'apparence d'une violence directe contre la volonté du peuple français. Le vote représente pour nous la clé de voûte de toute stratégie souveraine de sortie, et c'est pourquoi nous préconisons d'organiser un référendum, même en cas de sortie en urgence de l'UE, afin de légitimer à posteriori nos actions.

Éliminons d'emblée un mythe: la sortie par l'article 50 du TUE est un processus long, complexe et propice à être déstabilisé, donc à éviter - comme on le voit avec le Brexit qui n'en finit pas de durer. Mais par ailleurs, l'existence de l'article 50 rend complexe l'invocation de la convention de Vienne qui permet sous certaines conditions de dénoncer unilatéralement un traité supranational, dans le cas où ce traité ne prévoit pas de clause de sortie (ce qui n'est pas le cas ici). La difficulté juridique d'une sortie ne doit donc pas être sous-estimée, et l'on pourrait par exemple imaginer qu'en cas d'application de droits de douane, nos adversaires pourraient tenter des recours pour faire annuler ces dispositions devant la Cour Justice de l'UE ou même le Conseil Constitutionnel. Certes, le problème ne se poserait plus si nous étions déjà en 6^è République, mais le processus constituant proposé par la France Insoumise nécessitera au minimum deux années pour mettre fin à la 5^è République¹⁸.

Mais nous pouvons nous appuyer sur l'article 11 de la Constitution qui offre au Président la possibilité d'organiser un référendum sur divers sujets et sur la jurisprudence du Conseil constitutionnel qui en 1962 a jugé qu'il ne saurait lui-même se prononcer contre une décision que le peuple a approuvée par référendum.

Mais il faudra que l'intitulé de la question posée dans le référendum ne laisse part à aucune ambiguïté et soit parfaitement claire, par exemple: le peuple Français autorise-t-il le président de la République à sortir immédiatement la France de l'Union Européenne et de l'euro et à restaurer la primauté du droit national ?

2.2 Sortir de l'euro pour contrôler notre monnaie

La zone euro comporte actuellement 19 pays membres, auxquels il faut notamment adjoindre les 18 pays de la zone "Franc CFA" dont les monnaies sont totalement arrimées à l'euro. Il est évidemment aberrant de croire que des économies aussi différentes que la France, l'Allemagne ou la Grèce puissent avoir une politique monétaire identique.

Dès la sortie de l'UE, nous promulguerons donc la Loi bancaire préparée à notre arrivée au pouvoir afin de donner au gouvernement la direction de la politique monétaire et la possibilité de financer les investissements publics par la création monétaire. La Banque de France aura le pouvoir, pris en mesure d'urgence, sur sa politique monétaire. Pour nous prémunir contre

¹⁷ <https://avenirencommun.fr/livret-agriculture/>

¹⁸ <https://avenirencommun.fr/livret-assemblee-constituante/>

217 d'éventuelles manoeuvres qui mettraient en péril notre économie, nous n'hésiterons pas à utiliser
218 l'article 16 conférant au Président des pouvoirs exceptionnels sur une durée limitée.

219
220 Nous réquisitionnerons la Banque de France pour organiser le **retour au Franc**¹⁹, en adoptant
221 pendant la période de transition un taux nominal initial de 1 franc = 1 euro, que nous ajusterons
222 par la suite en fonction des intérêts de la Nation. La majorité des échanges se faisant actuellement
223 des « écritures scripturales », il n'y aura pas de différence sur la fiche de paye ni pour les
224 paiements en carte bancaire, et l'impact sur le prix des produits quotidiens sera minime. Un
225 contrôle des changes sera toutefois nécessaire pour prévenir toute fuite des capitaux.

226
227 Une fois la période de transition passée, nous fixerons souverainement notre taux de change en
228 fonction des intérêts de notre économie. La dévaluation du Franc fera notamment l'objet d'un
229 débat sur ses éventuels effets bénéfiques. Ce débat sur le taux de la monnaie peut paraître
230 technique mais il est avant tout politique : des économies et des démographies différentes
231 nécessitent des monnaies différentes, et le taux actuel de l'euro n'est pas du tout adapté à notre
232 économie, ni à celles de la Grèce ou du Portugal.

233
234 La monnaie unique paupérise l'ensemble des peuples d'Europe, y compris d'ailleurs le peuple
235 allemand qui est soumis à une politique de remplacement des chômeurs par des travailleurs
236 pauvres et sans droits. Et pour pouvoir envisager une union monétaire alternative, comme nous le
237 proposerons dans la Phase 3, il est nécessaire que chaque pays recouvre d'abord sa souveraineté
238 monétaire.

239
240 Il faut également préciser que nous ne faisons pas de « l'avantage concurrentiel » permis par une
241 éventuelle dévaluation un des objectifs de notre politique car nous nous inscrivons pas dans une
242 logique de compétition entre capitalismes nationaux. Notre programme prévoit en effet de
243 transformer intégralement notre modèle économique en investissant dans de nouveaux secteurs
244 encore insuffisamment explorés car jugés non-rentables par les entreprises capitalistes.

245 246 **2.3 Sortir du libre-échange par un protectionnisme écologique et social**

247
248 Dès notre arrivée au pouvoir, nous aurons instauré les premières mesures d'un protectionnisme
249 solidaire aux frontières nationales afin de sanctionner les produits issus de l'esclavage ou du
250 travail des enfants, et nous serons déjà sortis du CETA. Puis une fois sortis de l'UE, nous mettrons
251 un point final au libre-échange en renforçant nos barrières douanières²⁰ dans l'objectif de
252 réindustrialiser le pays, favoriser les circuits courts et permettre à notre programme de relance de
253 fonctionner à plein régime. Précisons que le contrôle de l'entrée et de la sortie des marchandises
254 que nous instaurerons à nos frontières ne remettra pas en cause la libre-circulation des personnes
255 dans l'espace Schengen, puisque on peut appartenir à celui-ci sans être membre de l'UE.

256
257 Il est également important de souligner que nous ciblerons tout autant les entreprises étrangères
258 que françaises, et notamment **les entreprises qui délocalisent**. En effet, notre objectif n'est pas
259 de favoriser le capitalisme français mais l'intérêt des travailleurs.

260
261 Pour ce faire, nous allons en premier lieu taxer les produits que nous sommes capables de
262 produire (agriculture, trains, automobile...). Ensuite, pour les biens que nous ne produisons pas, il
263 faudra a minima distinguer d'un côté les biens de consommation courante (téléphone, télévision...)
264 dont une pénurie ou une hausse substantielle des prix n'engendrerait pas de trouble au sein de la
265 population, et de l'autre les biens d'investissement (machines-outils, semi-conducteurs...) et les
266 matières premières (pétrole, uranium...). Pour ces produits, nous taxerons les importations de
267 manière progressive pour permettre le développement de filières nationales et d'effectuer en
268 douceur une conversion écologique de l'appareil de production.

269
270 Si rétablir des droits de douane est nécessaire, nous nous concentrerons toutefois principalement

19 Le plan détaillé de retour au Franc est présenté sur cette vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=mYEBKu8Fr38>
et ces diapositives: <https://drive.google.com/file/d/0B9FlvVXFxOfrcTNWd3N5cG94dWs/view>

20 <https://laec.fr/section/52/appliquer-un-plan-b-en-cas-d-echec-des-negociations>

271 sur les barrières non-tarifaires, c'est-à-dire sur les réglementations qui prohibent l'importation de
272 produits pour des raisons écologiques ou sanitaires (produits toxiques, OGM...) ou sécuritaires. Il
273 est également important de noter que le faible coût actuel des moyens de transport repose sur
274 deux piliers : le faible coût de l'énergie, lié au fait que nombre de pays producteurs de pétrole sont
275 des dictatures qui exploitent leurs populations, et l'exploitation de la main-d'oeuvre dans le
276 transport, terrestre mais surtout maritime. Sans cette surexploitation des hommes et des matières
277 premières, le libre-échange ne serait pas aussi profitable à ses promoteurs.

278
279 Nous imposerons une taxation écologique aux frontières, comparable à une **taxe kilométrique**²¹
280 progressive, en prenant également en compte les modes de transport et de production (par
281 exemple, l'usage du charbon pour l'électricité). La mise en place de mesures protectionnistes
282 permettra également de favoriser des circuits plus courts, et de mettre fin à certaines
283 délocalisations. A titre d'exemple, la France importait en 2013 15 millions de tonnes de bois²². Ceci
284 est parfaitement aberrant dans la mesure où notre pays dispose d'immenses forêts.

285
286 Nous pourrions ainsi mettre fin à la désindustrialisation de la France²³ qui a coûté en quinze ans
287 plus d'un million d'emplois et conduit à la désertification de pans entiers du territoire national.
288 Localiser la production en France nécessitera de réfléchir en termes d'écosystèmes productifs
289 ancrés sur des territoires, dans lesquels chaque partie du système nécessite la présence des
290 autres. Le premier volet de cette approche passe par un plan d'investissement de 100 milliards
291 d'euros. Ce plan massif permettra de répondre à l'urgence sociale qui est de relancer la production
292 industrielle dans les secteurs indispensables à la transition écologique, et donc la recherche et
293 développement qui est pour moitié liée à l'activité industrielle, ou encore de développer les
294 formations nécessaires à la montée en gamme de nos industries. Or précisément, les effets
295 bénéfiques de ce plan sur l'économie ne déploieront tous leurs effets qu'à la condition que notre
296 économie soit protégée par des barrières douanières ciblées, afin de permettre que les
297 consommateurs achètent en priorité des produits fabriqués en France ou dans les pays qui auront
298 choisi de s'allier avec nous.

299 300 **2.4 Cesser le paiement de la dette aux marchés financiers et contrôler les capitaux**

301
302 Les traités de l'UE nous obligent à lever la dette publique sur les marchés financiers et auprès des
303 banques, ce qui étrangle notre économie et nous rend dépendant de nos prêteurs qui nous
304 imposent des politiques d'austérité. Qui plus est, ces politiques ne font qu'augmenter encore plus
305 la dette, nous rendant ainsi esclaves des marchés financiers. Afin de sortir de ce piège sans fin,
306 nous préconisons d'emprunter directement auprès de la Banque de France²⁴.

307
308 Évidemment, les marchés financiers nous attaqueront et nous réclameront des taux d'intérêts
309 encore plus élevés. Mais peu nous importe, puisqu'à l'issue de l'audit citoyen déclenché à notre
310 arrivée au pouvoir; nous proposerons de suspendre purement et simplement le remboursement de
311 la dette aux marchés financiers.

312
313 Nous nous prémunirons également de toutes les attaques des marchés par la pérennisation du
314 contrôle général des capitaux pour empêcher la sortie du territoire des fonds qui y sont déposés.
315 Une proposition minimale serait une taxation significative des sorties de capitaux, ce qui
316 reviendrait à appliquer un impôt sur toutes les acquisitions de devises, et permettrait de
317 sanctionner les divers comportements de fraude et d'évasion fiscale.

318
319 Cette mesure serait complétée par un contrôle administratif des mouvements de capitaux: tout
320 achat de devises ou de monnaie nationale devrait être approuvé par l'administration.
321 L'administration pourrait subordonner tout mouvement de capitaux à des considérations fiscales,
322 sociales, voire sécuritaires.

21 <https://laec.fr/section/42/penaliser-les-transports-sur-longue-distance-pour-relocaliser-les-productions>

22 <http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/lessentiel/ar/299/1161/matieres-produits-importes-france.html>

23 Pour plus de détails, voir le livret "Produire en France": <https://avenirencommun.fr/livret-produire-france/>

24 <https://laec.fr/section/35/refuser-le-chantage-a-la-dette-publique>

3) Phase 3: Coopérer entre peuples souverains

Notons tout d'abord que la sortie de l'UE ne signifie pas que la France se retrouverait isolée du jour au lendemain: tous les autres traités continueront à s'appliquer, et notamment ceux relatifs à la Cour Européenne des Droits de l'Homme ou encore à l'espace Schengen qui permet une relativement "libre" circulation des personnes.

Une accusation de « repli national » est parfois évoquée au cas où la France sortirait de l'Union Européenne, comme si cette sortie signifiait renoncer à des coopérations existant avec d'autres peuples. Mais bien au contraire la libre circulation des biens et services imposée par l'UE met en concurrence les peuples entre eux, et la politique étrangère de l'UE prend la forme d'Accords de Partenariat Economique qui détruisent les économies des pays Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP) en rendant les produits européens importés sur leur territoire (notamment les produits agricoles) moins onéreux que ceux qu'ils produisent eux-mêmes. La sortie de l'UE est donc bien une étape indispensable pour pouvoir créer des coopérations solidaires.

3.1) Sortie groupée ou sortie isolée?

Si des pays européens nous suivent dans la sortie de l'UE, nous aurons la possibilité de travailler avec eux selon certains cadres pré-existants, et de mettre en œuvre certaines des propositions que nous aurons faites dans la première phase²⁵. Ainsi, le protectionnisme solidaire que nous aurons instauré pourra être mis en œuvre à une échelle plus large que le territoire national, et nous pourrions nous assister mutuellement dans notre lutte contre les investisseurs financiers auxquels nous aurons refusé de payer la dette.

Par ailleurs, une fois notre souveraineté monétaire recouvrée, la question d'une monnaie commune pourrait se poser avec les anciens pays de la zone euro qui nous auraient suivi. Le principe de la monnaie commune est que chaque pays dispose de sa monnaie nationale qui n'est pas en relation directe avec les autres monnaies du monde, et n'a pas de cours établi sur le marché des changes. Chaque monnaie nationale aurait un cours fixe mais ajustable, par exemple tous les ans, avec une monnaie commune qui, elle, servirait exclusivement aux échanges entre les pays adhérents et aux échanges entre eux et les pays tiers²⁶.

Pour ses défenseurs, la monnaie commune permet une stabilité monétaire tout en permettant à l'État de conserver des marges de manœuvres nationales. Toutefois pour ses détracteurs, cette construction doit encore prouver son utilité: selon les modalités choisies, cette monnaie commune risquerait soit de reproduire les défauts de l'euro, soit s'apparenter à un système où le taux de change est fixé par le marché. Mais surtout, il est fort possible que les pays venant de recouvrer leur souveraineté monétaire soit attachée à la conserver pendant un certain temps avant d'envisager une nouvelle construction monétaire.

3.2) Une nouvelle diplomatie internationaliste et libérée de l'OTAN

Conformément à notre programme, nous sortirions de l'OTAN et de "l'Europe de la défense"²⁷ afin de promouvoir de nouvelles alliances avec les pays du bassin méditerranéen, les pays de la Francophonie, les BRICS ainsi que tous les peuples qui nous en feraient la demande. Cet internationalisme se pratiquera par des accords d'échanges bilatéraux (de pays à pays) égaux et sera inspiré notamment de la charte de La Havane adoptée par la Conférence des Nations Unies le 24 mars 1948, et de la déclaration de Cocoyoc d'Octobre 1974²⁸. Les accords de coopération, qu'ils soient économiques, culturels, scientifiques ou techniques, auront pour priorité de développer des relations avec les États rompant avec la logique néolibérale.

25 <https://laec.fr/section/51/plan-a-proposer-une-refondation-democratique-sociale-et-ecologique-des-traites-europeens-par-la-renegotiation>

26 <https://laec.fr/section/52/appliquer-un-plan-b-en-cas-d-echec-des-negotiations>

27 <https://avenirencommun.fr/livret-garde-nationale-defense/>

28 A consulter à ce lien précédée d'un texte d'Aurélien Bernier <http://fr.calameo.com/read/0030589987532cc004fef>

374 En Europe, la sortie de l'UE nous permettra de mettre en place avec les pays qui le souhaitent des
375 partenariats industriels dans le même esprit qu'Airbus en son temps²⁹. Il ne s'agira pas de recréer
376 avec les pays de l'Europe du Sud des liens de subordination comme ceux qui existent entre
377 l'Allemagne et les pays d'Europe centrale et orientale, mais au contraire que chacun investisse
378 selon son PIB et que les emplois soient répartis entre les pays selon leur population.

379
380 La sortie de l'UE sera aussi pour nous la possibilité de mettre en place des accords de coopération
381 et d'échanges économiques respectueux des normes environnementales et sociales. Afin d'éviter
382 l'accapement des revenus des ressources premières de ces pays par leurs dirigeants et par les
383 dirigeants français, la France favorisera des transactions non monétaires. Avec par exemple la
384 construction d'infrastructures d'équipement ou de production, la France prenant en outre en
385 charge la formation et le soutien technique pour les emplois engendrés par celles-ci.

386
387 Dans son livre "La démondialisation ou le chaos", Aurélien Bernier propose notamment de
388 nationaliser les multinationales françaises comme Vinci ou Total pour prendre la direction de leurs
389 filiales à l'étranger et les utiliser comme des leviers de coopération au service des peuples³⁰.

390 391 **3.3 La France doit montrer l'exemple!**

392
393 Evidemment, nous n'aurons aucune crédibilité à proposer ce nouveau cadre si nous ne
394 commençons pas par mettre fin à tout l'héritage colonial et à la politique criminelle de la France en
395 Afrique. Plus aucune troupe française ne pourra opérer sans mandat de l'ONU dans un autre pays,
396 ni dans le cadre des bases africaines héritées de l'époque coloniale ni dans le cadre d'accords de
397 ventes d'armes comme celui avec les Emirats Arabes Unis.

398
399 De la même manière que nous aurons souverainement annulé une partie de notre dette, nous
400 annulerons les dettes des pays en voie de développement contractées auprès de la France. Et de
401 la même manière que nous aurons retrouvé notre monnaie nationale, nous rendrons aux pays
402 africains de la zone CFA l'autonomie de gestion de leur monnaie. Pour cela, nous instituerons
403 avec eux une instance commune qui créera pour eux les conditions d'une sortie du système actuel
404 qui ne leur soit pas dommageable³¹.

405
406 Rappelons en effet que le Franc CFA³² est utilisé par 14 pays et 155 millions de personnes, en
407 Afrique de l'Ouest, en Afrique centrale et aux Comores. Cette monnaie est une survivance
408 coloniale qui installe une véritable servitude monétaire : elle est gérée à Paris, par et pour Paris,
409 avec un droit de veto de la France dans les conseils d'administration des trois banques centrales
410 des pays concernés. Ceux-ci doivent, dans le système actuel, déposer 50% de leurs réserves de
411 change auprès du trésor français tandis que c'est en France que sont imprimés les billets. La
412 parité fixe décidée par la France entraîne un rationnement du crédit et à ceci s'ajoutent des
413 contraintes budgétaires, puisqu'il existe un objectif de déficit public de 3 % du PIB comme dans la
414 zone euro. Le lien avec l'Euro via le Franc CFA empêche les économies africaines d'être financées
415 et les États de proposer des prix compétitifs. Ceci se fait au détriment des exportations: à
416 l'exception de la Côte d'Ivoire, toutes les balances commerciales des pays d'Afrique de l'Ouest
417 sont fortement déficitaires. Alors, à qui profite le Franc CFA ? Nous connaissons la réponse: aux
418 grands groupes français qui peuvent rapatrier leurs bénéfices facilement, ainsi qu'aux élites
419 africaines rentières et « connectées à la mondialisation ».

420
421 En conclusion, le Plan de Sortie tel que nous l'avons préparé sera **la condition indispensable**
422 **pour appliquer tout notre programme écologique et social**, et pour permettre la mise en place
423 de notre projet de Coopération entre Peuples Souverains. Et nous serons d'autant plus crédibles à
424 défendre ce projet de sortie et de refondation des coopérations internationales si la France
425 commence par s'appliquer à elle-même ce qu'elle suggère aux autres peuples de faire chez eux,
426 et par prouver qu'**on peut conjuguer indépendance nationale et solidarité internationale**.

29 <https://laec.fr/section/53/defendre-et-developper-les-cooperations-avec-les-autres-peuples-d-europe>

30 <https://comptoir.org/2016/11/16/aurelien-bernier-il-est-possible-et-necessaire-de-dmondialiser-decroitre-et-cooperer/>

31 <https://avenirencommun.fr/app/uploads/2017/04/JLM-2017-QuestionnairePrésidentielleFranceAfrique.pdf>

32 Il y a en réalité deux Francs CFA gérés similairement, un pour l'Afrique de l'Ouest et un pour l'Afrique Centrale.

427
428
429
430
431
432
433
434
435
436
437
438
439
440
441
442
443
444
445
446
447
448
449
450
451
452
453
454
455
456

4) Calendrier indicatif

Soir de l'élection du candidat de la FI: attaques des marchés financiers, premières mesures unilatérales de protection

Mai: Présentation à l'Eurogroupe et aux peuples européens de nos propositions pour une sortie négociée des traités de l'UE.

En cas de refus de négociations, Plan de Sortie anticipée: protectionnisme aux frontières, réquisition de la Banque de France, suspension du paiement de la dette aux marchés financiers.

Juin : mise en oeuvre de premières mesures par décret pour peser dans la négociation : mise en chantier de la Loi Bancaire, ouverture d'un concours exceptionnel des douanes, lancement de l'audit citoyen de la dette. *Référendum pour une constituante et Elections législatives.*

Septembre ou Octobre: le peuple français est consulté pour choisir entre "rester" dans l'UE réformée par le résultat des négociations ou "sortir" de l'UE. 4 scénarios sont alors possibles:

- 1) La FI appelle à "rester" et "rester" l'emporte: le gouvernement signe le nouveau traité.
- 2) La FI appelle à "rester" et "sortir" l'emporte: le gouvernement déclenche la sortie de l'UE et convoque des élections anticipées pour que le peuple valide ce changement de mandat
- 3) La FI appelle à "sortir" et "rester" l'emporte: démission du gouvernement qui considère que son programme est dorénavant inapplicable
- 4) La FI appelle à "sortir" et "sortir" l'emporte: déclaration de sortie de l'UE et d'expulsion du territoire français de tous ses représentants et emblème, puis proposition de Coopération entre Peuples Souverains.

Tableau récapitulatif des scénarios possibles

	Scénario 1: négociations avec accord	Scénario 2: négociations sans accord	Scénario 3: blocage
Soir de l'élection	Attaques des marchés		
Investiture	Mise en œuvre de nos mesures d'urgence		
Phase 1	Statut quo pour rester temporairement dans l'UE, présentations aux partenaires européens des propositions pour changer l'UE		Sortie de l'UE en urgence pour sauvegarder la Nation
Phase 2	Référendum sur le résultat des négociations	Référendum pour sortir de l'UE (démission en cas d'échec)	En cas de blocage juridique, référendum pour légitimer la sortie déjà effectuée (démission en cas d'échec)
Phase 3: coopérer entre peuples souverains	Réforme de l'UE? Ou Sortie en cas de vote négatif	Sortie de l'UE et Proposition de Coopération entre Peuples Souverains à tous les pays qui le souhaitent	

457